



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



## Nouvelle note du Lierre : les enjeux de la gestion foncière agricole en France, 30 propositions pour une agriculture durable et résiliente

Publication le mercredi 27 mars 2024

Cette note d'une quarantaine de pages, élaborée par le groupe de travail « Agriculture & Alimentation » du Lierre qui réunit une diversité d'experts travaillant au sein de la fonction publique, met en lumière **l'impératif de repenser la gestion foncière agricole en France**. Face aux défis écologiques et sociétaux, cette étude souligne **l'urgence de réformer les politiques foncières** pour favoriser l'agroécologie et répondre aux enjeux de production alimentaire durable. Avec des **propositions concrètes, elle appelle à une mobilisation générale pour orienter l'action publique** vers une planification écologique intégrée et territorialisée.

Cette note propose notamment un **diagnostic des dysfonctionnements actuels du système de gestion foncière**, ainsi qu'une offre d'une **trentaine de propositions** visant à :

- préserver qualitativement et quantitativement les terres agricoles (I),
- réviser la gouvernance du foncier afin de faciliter l'accès aux terres pour les projets agroécologiques (II),
- adapter les outils de gestion du foncier, comme le fermage, pour induire une transition agroécologique des systèmes agricoles (III).

Ce travail, qui repose également sur des échanges avec des personnes non membres du Lierre, appelle à une **mobilisation autour de ces enjeux, en vue de contribuer au débat public et d'orienter l'action publique dans le cadre du pacte et de la loi d'orientation et d'avenir agricole (PLOAA)**, avec un accent particulier sur la nécessité d'une planification écologique intégrée et d'une approche territorialisée pour adresser la variabilité des contextes agricoles à travers le pays.

### À propos

Fondé en 2019, le Lierre rassemble plus de 1 700 fonctionnaires, agents publics, experts, consultants, acteurs et actrices des politiques publiques, convaincus que la transformation profonde de l'action publique est indispensable pour répondre aux urgences écologique, sociale et démocratique.